

Brochure n° 3287

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1947. – NÉGOCE DE BOIS D'ŒUVRE  
ET PRODUITS DÉRIVÉS**

---

AVENANT N° 5 DU 12 JUIN 2014

À L'ACCORD DU 20 DÉCEMBRE 2000 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1450942M

IDCC : 1947

Entre :

La FNBM,

D'une part, et

La FNCB CFDT ;

La CSFV CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La convention collective nationale du négoce de bois d'œuvre et produits dérivés a instauré, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2002, un régime collectif obligatoire de prévoyance complémentaire, constitué des garanties suivantes :

- capital décès, invalidité absolue définitive ;
- rente éducation ;
- incapacité temporaire de travail, invalidité permanente.

Le financement du régime et le niveau des prestations sont différenciés selon que les salariés sont cadres ou non-cadres.

Prenant acte de l'évolution de la réglementation, les partenaires sociaux entendent par le présent avenant préciser la définition des catégories de personnel bénéficiaires du régime.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord est applicable aux salariés qui relèvent de la convention collective nationale du négoce de bois d'œuvre et produits dérivés (convention collective nationale n° 3287).

## **Article 2**

### *Précisions sur les bénéficiaires du régime de prévoyance*

En application du décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012 et de la circulaire n° DSS/SD5B/2013/344 du 25 septembre 2013, les catégories de personnel bénéficiaires du régime de prévoyance instauré dans la branche du négoce de bois sont définies comme suit :

- cadres : personnel relevant des articles 4 et 4 *bis* de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance du 14 mars 1947 ;
- non-cadres : personnel ne relevant pas des articles 4 et 4 *bis* de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance du 14 mars 1947.

## **Article 3**

### *Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension*

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature.

Les parties signataires s'engagent dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail à déposer le texte pour extension.

## **Article 4**

### *Révision. – Dénonciation*

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

## **Article 5**

### *Adhésion*

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

## **Article 6**

### *Force obligatoire de l'accord*

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce de bois d'œuvre et produits dérivés relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte, sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 12 juin 2014.

(Suivent les signatures.)